

La Réunion : Repères chronologiques

• **Gilles Gauvin** *

*Professeur d'histoire-géographie,
Membre du Comité pour la Mémoire de l'Esclavage*

1665-1945 : La Colonie

La période de la Compagnie des Indes (1665-1764)

1640 Première prise de possession de l'île Mascareigne au nom du roi de France.

1663 Premiers colons volontaires (2 Français et 10 Malgaches).

1665 Début du peuplement officiel de l'île Bourbon par la Compagnie des Indes. *Une trentaine d'habitants.*

1715-1720 Début de l'économie de plantation avec la culture du café.

1724 Introduction du Code noir qui réglemente sévèrement les conditions de vie des esclaves.

1764 Rétrocession de l'île à la couronne royale par la Compagnie en faillite.

La période royale (1764-1789)

1766 Réorganisation administrative de l'île. Le gouverneur général des Mascareignes est installé à l'île de France (Maurice). *27.000 habitants.*

1772 Création du corps des Volontaires de Bourbon qui vont se battre contre les Anglais en Inde.

1788 Convocation des Etats Généraux par Louis XVI. Les colonies ne sont pas consultées. *45.000 habitants dont 33.400 esclaves.*

La période révolutionnaire (1789-1815)

1789 (*décembre*) Début du processus révolutionnaire dans l'île : les paroisses sont consultées pour la mise en place d'une assemblée coloniale.

1790 Election du premier député de l'île. Création des premières municipalités.

* Collège J.-Y. Cousteau
277 rue des champs
76320 Caudebec-lès-Elbeuf
gilles.gauvin@cegetel.net

- 1791 Le père Lafosse, maire de Saint-Louis, est révoqué en raison de ses positions abolitionnistes.
- 1793 (*mars*) Proclamation de la République dans l'île. (Septembre 1792 en France).
- 1794 (*4 février*) Abolition de l'esclavage par la Convention.
(*8 avril*) Le décret de la Convention du 15 mars 1793 changeant le nom de Bourbon en île de la Réunion est accepté par l'Assemblée coloniale.
- 1796 L'Assemblée coloniale refuse l'abolition et renvoie les représentants du Directoire venus faire appliquer la décision.
- 1800 Projet d'indépendance avorté de la part des royalistes.
- 1802 Napoléon rétablit officiellement l'esclavage.
- 1803 Suppression de la représentation coloniale.
- 1806 La Réunion devient Bonaparte. *65.000 habitants dont 50.400 esclaves.*
- 1810 Prise de l'île Bonaparte puis de l'île de France par les Anglais.

La monarchie constitutionnelle (1815-1848)

- 1815 Retour de la Réunion à la France. Le congrès de Vienne décide de l'interdiction de la traite.
- 1817 Renforcement de l'interdiction de la traite par Louis XVIII, mais jusqu'en 1831 plus de 45 000 esclaves sont introduits dans l'île.
- 1821 Premier moulin à vent dans une sucrerie. *72.000 habitants dont 51.000 esclaves.*
- 1822-1828 Le créole Joseph de Villèle ministre de la Restauration.
- 1826 Décret local autorisant le recours à des travailleurs indiens. Les premiers arrivent en 1828.
- 1830 Retour du drapeau tricolore dans l'île.
- 1831 La traite devient un crime.
- 1832 Révolte d'esclaves à Saint-Benoît sévèrement réprimée.
- Election de 15 Francs Créoles sur les 35 membres du conseil général.
- 1833 Les "Libres de couleur" obtiennent les mêmes droits civiques que les "Blancs".
- 1847 Le Conseil Colonial (remplaçant le conseil général en 1833) demande une représentation directe à la Chambre des députés. *108.858 habitants dont 60.260 esclaves.*

La Seconde République (1848-1852)

- 1848 (20 décembre) Abolition de l'esclavage proclamée à la Réunion par Sarda Garriga.
- 1848-1852 Introduction de 24.000 travailleurs engagés indiens.
- 1849 La loi électorale accorde le droit de vote aux affranchis mais l'abstention aux législatives est énorme.

Le Second Empire (1852-1870)

- 1852 Suffrage universel supprimé dans les colonies. Louis-Henri Hubert-Delisle, premier gouverneur créole de la Réunion.
- 1859 Interdiction de l'engagisme africain et malgache.
- 1860 Environ *200.000 habitants* (35.900 à Saint-Denis).
- 1861 Convention franco-anglaise qui permet le recours massif aux engagés indiens.
- 1863 Effondrement des cours du sucre. La canne est ravagée par le borer (chenille parasite).
- 1868 Manifestations des colons pour obtenir le retour du suffrage universel.

La Troisième République (1870-1940)

- 1870 L'île retrouve une représentation parlementaire.
- 1879 Nouvelle suppression de la représentation parlementaire pour les colonies.
- 1881 Représentation parlementaire restaurée pour la Réunion. 60% d'abstention lors des législatives.
- 1889-1895 Le député de l'île, François de Mahy, est vice-président de l'Assemblée nationale.
- 1902 Création du syndicat des ouvriers du chemin de fer. *170.000 habitants.*
- 1911 Entrée en vigueur dans l'île de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat.

- 1914 14 morts et 300 blessés aux élections législatives.
- 1914-1918 Sur 10.000 appelés réunionnais 967 meurent durant la Première Guerre mondiale.
- 1919 Le Journal Le Peuple évoque la transformation de la Réunion en département d'outre-mer. La grippe espagnole fait entre 7 et 20.000 morts.
- 1929 Première liaison aérienne entre la France et la Réunion.
- 1931 Début de la transition démographique (montée de la natalité et chute de la mortalité). 198.000 habitants.
- 1932 Création du *Comité d'Action Républicaine Démocratique et Sociale* (CARDS) dans lequel figure Raymond Vergès.
- 1934 Départ des derniers engagés, des Rodriguais arrivés l'année précédente.
- 1936 9 morts lors des législatives qui reconduisent Lucien Gasparin et Auguste Brunet. Création de la *Fédération Réunionnaise du Travail* affiliée à la CGT.

L'Etat français de Vichy (1940-1944)

- 1939-1945 8.500 Réunionnais mobilisés entre 1939 et 1945. 3.500 hommes quitteront l'île, dont 200 rejoindront les Forces Françaises Libres.
- 1940 Les députés réunionnais votent les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Le gouverneur de l'île reste fidèle au pouvoir pétainiste. Blocus de la Réunion par les Anglais.
- 1942 (28 novembre) Le Léopard des Forces Navales Françaises Libres vient prendre possession de l'île.
- 1944 (5 mai) Parution du journal Témoignages qui deviendra ensuite l'organe du parti communiste.

Le Gouvernement Provisoire de la République française (1945)

- 1945 Création du Comité Républicain d'Action Démocratique et Sociale (CRADS) autour de Raymond Vergès et de Léon de Lepervanche qui remporte les premières élections municipales puis législatives.

Depuis 1946 : le département français d'outre-mer

La Quatrième République (1946-1958)

- 1946 (19 mars) La Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane deviennent des départements français. 240.000 habitants dont la moitié a moins de 20 ans.
- (25 mai) Assassinat du chef de file du MRP Alexis de Villeneuve.
- 1947 Création du RPF en avril puis de la fédération réunionnaise du PCF en novembre. Prise de fonction en août du premier préfet Paul Demange.
- 1948 Introduction du Franc CFA. Assistance médicale gratuite.
- 1952 Les dépenses d'aide sociales passent de 27 millions de francs métropolitains en 1948 à 1 milliard. La mortalité infantile est trois fois supérieure à celle de la métropole. L'espérance de vie est de 47 ans pour les hommes et de 53 pour les femmes. Sous l'impulsion du député réunionnais Raphaël Babet, début de l'envoi de colons réunionnais à Madagascar par le *Bureau pour le développement de la production agricole* (BPDA).
- 1953 Visite du général de Gaulle. Grève des fonctionnaires de 72 jours pour obtenir une majoration de traitement de 30% pour les Réunionnais comme pour les métropolitains.
- 1954 Introduction de l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès. 275.000 habitants. Le taux d'accroissement naturel de 34‰ a doublé par rapport à 1946.
- 1956 Les communistes emportent à la proportionnelle 2 des 3 sièges de l'île aux législatives. Nomination du préfet Jean-Perreau Pradier.
- 1957 Décès de Raymond Vergès puis de Raphaël Babet. Les élections partielles qui suivent sont orientées par le préfet pour évincer les communistes.

La Cinquième République (1958 à nos jours)

- 1959 (17-18 mai) Constitution du PCR qui réclame l'autonomie.
(9-11 juillet) Visite du général de Gaulle et de son Premier ministre, Michel Debré.
- 1960 Loi-programme pour les DOM-TOM. Ordonnance du 15 octobre à l'encontre des fonctionnaires des DOM « *dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public* ».
- 1961 Léon de Lepervanche, leader communiste historique, désavoue publiquement le projet autonomiste de Paul Vergès.
- 1962 (juin) Le groupe communiste à l'Assemblée demande au gouvernement s'il envisage une évolution du statut des DOM pour permettre à ces derniers de « *gérer eux-mêmes et démocratiquement leurs propres affaires* ».
(novembre) Elections législatives. Michel Debré battu en Indre-et-Loire. Mascarade électorale unanimement dénoncée à la Réunion.
- 1963 Michel Debré élu député de la première circonscription à la Réunion. Mise en place de la migration par le BUMIDOM (Bureau pour les migrations intéressant les départements d'outre-mer). Instauration de la parité sociale globale.
- 1964 Loi Debré contre les bidonvilles. Introduction de la télévision dans l'île.
- 1966 Paul Vergès déclare à Tribune socialiste, organe de presse du PSU : « *L'autonomie doit conduire inévitablement à l'indépendance, mais nous sommes convaincus que ce cheminement passe par des réformes de structures indispensables* ».
- 1967 417.000 habitants dont 56% de moins de 20 ans.
- 1971 Elections de maires communistes au Port, à la Possession et à Saint-Louis, ainsi que d'un socialiste autonomiste à Saint-Philippe.
- 1972 L'ordonnance Debré de 1960 sur les fonctionnaires est abrogée. 474.000 habitants.
- 1974 Score historique pour la gauche à la Réunion depuis 1956 : François Mitterrand obtient 50,46% des suffrages au deuxième tour de l'élection présidentielle.
- 1975 Suppression du franc CFA.
- 1979 Paul Vergès élu au parlement européen sur la liste du PCF.
- 1981 Le PCR abandonne subitement son projet d'autonomie pour soutenir François Mitterrand à la présidentielle.
(20 décembre) première fête officielle commémorant l'abolition de l'esclavage dans de nombreuses mairies. A Saint-Denis le préfet plante un arbre de la liberté, mais la municipalité de Saint-Denis ne participe pas.
- 1982 (2 décembre) Le projet d'assemblée unique proposé par François Mitterrand pour les DOM est déclaré anticonstitutionnel.
- 1983 (20 février) Premières élections régionales dans les DOM. Le communiste départementaliste Mario Hoarau élu président du Conseil régional au bénéfice de l'âge.
(1er juillet) Parution au J.O. du décret faisant du 20 décembre, à la Réunion, un jour férié commémorant l'abolition de l'esclavage.
- 1988 Michel Debré quitte la scène politique réunionnaise après le "coup de force" du maire de Saint-Denis, Auguste Legros, qui se présente aux législatives.
- 1990 598.000 habitants.
- 1992 Free Dom première force politique de l'île aux régionales. Camille Sudre élu président du Conseil régional, Paul Vergès nommé vice-président.
- 1996 Cinquantenaire de la départementalisation. Alignement du SMIC sur la métropole.
- 1998 Elections régionales et cantonales : Paul Vergès constitue un rassemblement allant des socialistes à certains élus de droite regroupant 2 sénateurs sur 3, 4 députés sur 5, 16 maires sur 24 et les 2/3 des conseillers généraux avec l'espoir de contrôler le Conseil régional et le Conseil général. Ce dernier, cas unique en France, bascule pourtant à droite.
- 1999 706.300 habitants. Taux de chômage de 37%.
- 2000 Le projet de bidépartementalisation demandé par les communistes, les 5 députés de l'île et sou-

- tenu par le gouvernement Jospin échoue face à la pression des manifestations départementalistes.
- 2001 Sur demande du sénateur Edmond Lauret, l'Assemblée nationale écarte la possibilité d'un Congrès, préalable à une assemblée unique, à la Réunion.
- 2004 Disparition du marteau et de la faucille de Témoignages. La liste d'union de Paul Vergès, l'*Alliance*, emporte les régionales. 754.000 habitants.
- 2006 Le 10 mai date nationale de commémoration de l'abolition de l'esclavage.
- 2007 Ségolène Royal obtient localement 63,58% des voix à l'élection présidentielle (46,94% pour l'ensemble de la France). Paul Vergès est battu lors des élections législatives. 800.000 habitants et... 800.000 téléphones portables.

Références

Nomdedeu-Maestri, D. (2001). *Chronologie de la Réunion. De la découverte à la départementalisation*. Paris : SEDES-CRESOI, Université de la Réunion.

Maestri, E. & Nomdedeu-Maestri, D. (2001). *Chronologie de la Réunion. De la départementalisation à la loi d'orientation*. Paris : SEDES-CRESOI, Université de la Réunion.

Faire Savoirs

Sciences humaines et sociales en région PACA

n° 7 - juillet 2008



L'île de la Réunion : regards contemporains

Coordination : Philippe Vitale

thèses

Lionel Dany

La drogue et le cannabis : approche psychosociale

Laurence Nicolas

Beauduc : l'utopie des gratte-plage

lecture

Philippe Langevin & Jean-Claude Juan

Marseille, une métropole entre Europe et Méditerranée